



## Conseil économique et social

Distr. générale  
20 novembre 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Point 3 a) de l'ordre de jour provisoire\*

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous**

### **Déclaration présentée par la Fondation S. M. Sehgal, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.5/2013/L.2.



## Déclaration

De larges secteurs des zones rurales en Inde sont marqués par la pauvreté durable, la diminution des ressources naturelles et la lenteur des progrès socioculturels. L'Institut de recherches rurales et du développement (Institute of Rural Research and Development) une initiative de la Fondation M. S. Sehgal, se propose de faire en sorte que chacun en Inde rurale ait les moyens de mener une existence plus stable et plus prospère.

L'Institut intervient principalement dans le district de Mewat de l'État de l'Haryana qui est particulièrement pauvre comme en témoignent les indicateurs de développement. Dans ce district, 48,5 % des filles sont mariées avant l'âge 18 ans. Le rapport de masculinité est de 906 filles pour 1 000 garçons, le taux d'alphabétisation est de 56 % et le taux de mortalité infantile est de 60 pour 1 000 naissances vivantes. Seulement 16,3 % des ménages ont accès à des installations sanitaires. Pour améliorer les conditions de vie et construire un avenir meilleur pour les communautés rurales, l'Institut instaure des partenariats avec les communautés et conçoit et applique des modèles dans les secteurs vitaux au développement villageois, tels que la gestion de l'eau, l'agriculture et la bonne gouvernance locale. Il fait également avancer la recherche et le dialogue sur les politiques et travaille pour et avec les communautés à l'échelon local en leur donnant les moyens d'échanger des connaissances, des idées et des expériences.

Les principaux domaines d'intervention de l'Institut portent sur l'eau et l'agriculture de manière à améliorer la disponibilité et la qualité de l'eau potable pour les ménages ainsi que pour l'agriculture, tout en augmentant simultanément la productivité agricole en faisant appel à des pratiques agricoles scientifiques et adaptées au milieu. L'accent est mis sur l'augmentation de la participation des femmes aux programmes, car elles sont les premières concernées et se trouvent dans une position unique pour stimuler le développement villageois. L'Institut organise des femmes rurales en comités de gestion de l'eau pour mobiliser et sensibiliser les communautés à la nécessité de gérer les ressources hydriques. Il cherche également à améliorer les connaissances des femmes dans le domaine des techniques et des pratiques agricoles scientifiques en vue d'accroître l'importance de leur rôle dans la prise de décisions relatives à l'agriculture. L'Institut prône les recherches qui tiennent compte de la situation des femmes et recourt à cet effet à des méthodologies ventilant les données selon le sexe, tant dans ses recherches théoriques qu'empiriques sur le développement rural et la pauvreté.

Une gouvernance solide à l'échelon local favorise également le développement durable. L'Institut s'appuie sur la synergie entre la demande et l'offre de gouvernance au niveau du village en s'appuyant sur les deux initiatives « Une bonne gouvernance maintenant » et « Renforcer les capacités ». Ces initiatives tirent leur inspiration notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur le droit au développement. Elles sont ancrées dans le droit des droits de l'homme et dans une approche de développement axée sur une gouvernance décentralisée. Elles s'appuient également sur les droits constitutionnels et la législation indienne, comme le droit à l'information et à l'éducation.

Dans le cadre de son initiative « Une bonne gouvernance maintenant », l'Institut choisit des villageois dynamiques et leur dispense une formation au moyen de programmes structurés sur leurs droits et les avantages qui y sont associés tout en

développant leurs capacités de vérifier l'exécution des programmes du Gouvernement.

L'Initiative « Renforcer les capacités » a pour objet de renforcer les capacités des institutions villageoises à mettre en œuvre les dispositions juridiques et sociales du Gouvernement de manière à combler l'écart entre les prestataires de services gouvernementaux et les institutions villageoises en offrant une plate-forme favorisant le dialogue et des discussions.

Dans ses travaux relatifs à la gouvernance locale, l'Institut lutte contre la pauvreté et le chômage en sensibilisant les communautés rurales à leurs droits au titre de la loi nationale sur la sécurité alimentaire, en renforçant les capacités des dirigeants communautaires au moyen de programmes de formation structurés et de plaidoyers en faveur de réformes politiques afin d'instaurer la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans le cadre de la gouvernance. Par exemple, la sensibilisation au contenu de la loi nationale sur la garantie d'emploi rural permet aux villageois d'avoir un emploi au moins 100 jours par an. En mettant progressivement l'accent sur une gouvernance décentralisée, les populations prennent conscience de la force de l'action collective. La synergie entre la demande et l'offre vise à orienter l'action collective des populations vers leur propre développement par le biais de la conscience collective, de l'autonomisation, du renforcement des capacités et du développement des aptitudes à la direction au niveau local.

L'initiative « Une bonne gouvernance maintenant » a mobilisé 76 000 personnes, dont 34 200 femmes, par le biais de réunions communautaires. Plus de 12 000 personnes ont pris part aux camps d'alphabétisation et 1 400 villageois ont bénéficié d'une formation d'un an à l'aide d'un programme structuré. L'Institut a également formé 1 850 représentants élus provenant de 308 conseils villageois, 600 membres de comités de gestion scolaire ainsi que 500 membres de comités villageois responsables de l'eau et de l'assainissement sur leur rôle et leurs responsabilités.

Suite à ces interventions, l'accès des villageois aux programmes gouvernementaux, tels que les services intégrés pour le développement de l'enfant, le programme de distribution du repas de midi aux enfants dans les écoles et le système de distribution publique de nourriture, a fortement augmenté. En 2012, plus de 120 cantines scolaires ont commencé à fonctionner, assurant de la sorte une alimentation et un appui nutritionnel à 12 000 enfants scolarisés. En outre, 116 centres de services intégrés pour le développement de l'enfant sont devenus opérationnels, offrant une alimentation de complément à 4 500 enfants âgés de 0 à 6 ans, tandis que 69 centres de distribution alimentaire sont également devenus opérationnels, offrant du blé, du sucre et du carburant subventionnés à près de 3 450 familles. De cette façon, l'initiative « Une bonne gouvernance maintenant » a abordé le problème de la pauvreté en mettant l'accent sur les programmes de sécurité alimentaire du Gouvernement.

Des citoyens éclairés ont aidé à créer une culture de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes, mais la majeure partie des informations n'est pas dans le domaine public et y accéder constitue un défi. La disponibilité d'informations pertinentes et appropriées concernant les départements ministériels, en révélant les failles du système et la corruption, contribue à rendre l'État comptable de ses actes envers les citoyens. Aujourd'hui, des groupes villageois

contrôlent l'exécution des programmes du Gouvernement, présentent des rapports et des plaintes lorsque des droits n'ont pas été respectés. De semblables efforts reflètent l'autonomisation progressive des populations rurales passant du stade de spectateurs passifs de leur sort à celui d'acteurs de leur développement.

En vue d'étendre encore davantage cette autonomisation, l'Institut utilise les langues locales dans les médias, les matériels imprimés et la station de radio communautaire Alfa-e-Mewat FM 107.8. Créée en 2012, cette radio communautaire atteint près de 200 villages. Elle diffuse des informations pertinentes au niveau local dans les dialectes locaux et encourage la participation communautaire. C'est de cette manière que les médias donnent du pouvoir aux communautés rurales en leur faisant connaître et partager les meilleures pratiques de leur milieu et en les aidant à les reproduire sur une plus grande échelle pour en augmenter l'impact.

Aujourd'hui, l'Institut se trouve devant une très grande opportunité d'être à même de « créer un mouvement » à travers la coopération et une collaboration constructive. Il reste encore un long chemin à parcourir pour réaliser notre mission consistant à renforcer les initiatives de développement communautaire en vue de réaliser un changement social, économique et environnemental dans l'ensemble de l'Inde rurale.

Le mouvement vers l'autonomisation pour éradiquer la pauvreté et concrétiser l'intégration sociale dans le district de Mewat ne s'est pas encore traduit en plein emploi et travail décent pour tous. L'Institut recommande instamment de renforcer la synergie entre l'offre et la demande de gouvernance et de créer une plate-forme permettant les échanges multisectoriels et les enseignements à tirer de l'expérience pour renforcer l'action collective et les changements de politiques favorisant la création de conditions propices à l'autonomisation des populations rurales. L'Institut poursuivra ses efforts pour aider les communautés rurales à réaliser pleinement leur potentiel.

---